

SANTÉ

Fin de la grève

Troisième et dernier jour de la grève à laquelle avait appelé l'Intersyndicale de la santé. Les paramédicaux et les corps communs bouclaient, quant à eux, leur troisième semaine de protestation. Les syndicats à l'origine du débrayage n'ont été destinataires d'aucune offre de dialogue. Les grévistes sont menacés de sanctions.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le chaos régnait toujours hier dans les structures de santé. Les praticiens, spécialistes et psychologues observaient le dernier jour de la grève de trois jours à laquelle avait appelé l'Intersyndicale de la santé regroupant le SNPSP, le SNPSSP, le Snapsy et le syndicat des enseignants en paramédical.

Signe d'une tension perceptible dans les établissements de santé, des médecins ont été la cible de parents de malades excédés. Même avec l'arrêt de ce mouvement qui pourrait d'ailleurs reprendre très vite, la situation dans les structures de santé

risque de ne pas s'améliorer puisque les corps communs et les paramédicaux poursuivent leur mouvement de grève illimitée entamée il y a déjà trois semaines.

Aucun signe de détente, cependant. La tutelle n'a toujours fait aucune offre de dialogue aux différents syndicats du secteur. Pire encore, le département de Ziari minimise l'ampleur de la grève, affirmant que le taux de suivi était «marginal».

Dans le dernier communiqué rendu public par le ministère de la Santé, le ton est loin d'être conciliant puisque les grévistes sont tout simplement qualifiés d'«extrémistes» et d'«irrespon-



Photo : Samir Sid

Aucune amélioration dans les structures de santé.

sables». Dans ledit communiqué, le ministère de la Santé confirme avoir donné des «instructions fermes» aux responsables des établissements publics de santé pour «opposer à cette grève toutes les dispositions réglemen-

taires» pour «éviter aux usagers de certains hôpitaux d'être les otages d'éléments extrémistes et irresponsables».

Les syndicats à l'origine de la grève sont qualifiés de «minorité»

motivée par des considérations «en dehors du cadre syndical et professionnel».

Le communiqué rappelle que «des avancées notables ont été enregistrées dans la prise en charge des revendications des professionnels de la santé depuis le dernier trimestre de l'année 2012». Ses auteurs se sont félicités du comportement «responsable et digne de la plus grande partie du personnel médical et paramédical, qui continue à assurer sa noble tâche, sans céder à des incitations dont les motivations sont en dehors du cadre syndical et professionnel».

Le ministère de la Santé a, encore une fois, fait part de sa «disposition à un dialogue franc» y compris avec «la minorité syndicale en grève illégale».

Les concernés avaient déjà fait savoir que pour dialoguer, ils attendaient une invitation directe et non pas des communiqués.

N. I.

DON D'ORGANE

Les spécialistes prônent une large sensibilisation

Les représentants des insuffisants rénaux ainsi que les spécialistes ont appelé, hier, à une vaste campagne de sensibilisation concernant l'importance du don cadavérique. Demeurent ainsi le frein psychologique et le manque d'information qui entravent l'accord des familles des personnes décédées.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'instauration d'une culture du don d'organe est primordiale, selon le professeur Ahmed Ben Mehdi, en vue de prendre en charge la question épineuse des insuffisants rénaux qui constitue pour lui un problème de santé publique.

Pour le professeur, au delà de la greffe du rein, c'est la greffe d'organe en général qui doit être au centre des débats. Il rappellera de ce fait qu'il y a actuellement 103 nouveaux cas d'insuffisants rénaux par million

d'habitants ainsi que 3 000 nouveaux patients qui viennent s'ajouter aux 19 000 déjà hémodialysés.

En 2020, dira aussi le professeur, ils seront 25 000 insuffisants rénaux, d'où l'importance de la promotion de la transplantation rénale : «c'est la véritable réponse à ce problème de santé publique», a commenté le professeur. Il dira aussi qu'il existe actuellement 10 centres de transplantation alors que moins de 200 transplantations sont faites annuellement. Ceci, alors qu'en France

«3 000 greffes sont faites annuellement pour quatre centres de transplantation», explique le professeur.

Mais la sensibilisation est importante concernant la greffe à partir de cadavres, ceci en dépit du frein psychologique qui entrave l'avancée de ces opérations. Il appellera, ainsi, à la mobilisation des médias, de la société civile et des autorités pour sensibiliser sur l'importance de ce type de don. Pour sa part, M. Boukhers Mohamed porte-parole de la Fédération nationale des insuffisants rénaux a expliqué que la problématique du don d'organe et de la sensibilisation sur cette question sont importantes pour la prise en charge des insuffisants rénaux.

Pour l'intervenant toutefois, l'ac-

cueil des familles des personnes décédées n'est pas fait pour les encourager à aborder la question du don d'organe. Cette situation concerne notamment les enfants dialysés qui, sans transplantation du rein, vivent un calvaire au quotidien qui les conduit souvent à des complications graves.

La greffe rénale constitue ainsi pour l'intervenant, un traitement, même si le malade reste insuffisant rénal sous traitement. Ce dernier a un coût important qui reste hors de portée de la plupart des malades. Parmi les causes de cette pathologie, le diabète et l'hypertension ont une prévalence importante en Algérie.

F.-Z. B.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSFORMATION
ET DE CONSERVATION DES VIANDES

Les travailleurs interpellent le ministre de l'Agriculture

Les travailleurs de la Socov (Société nationale de transformation et de conservation des viandes), interpellent le ministre de l'Agriculture quant au retard pris par leur direction dans la rénovation de l'outil de travail. Un retard qui, selon eux, engendre beaucoup de pertes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Filiale du groupe Alviar (Algérie des viandes rouges), la Socov a bénéficié depuis le 5 avril 2011 d'une aide financière de l'Etat de 42,1 millions de dinars pour la modernisation des équipements de l'unité de Meftah (Blida). Seulement, aucune rénovation n'a été effectuée et le projet n'a pas été concrétisé, assurent les travailleurs. «Pourtant, toutes les procédures ont été effectuées (dépôt du cahier des

charges, publication d'avis, étude de dossier des soumissionnaires, choix de la meilleure offre), et ce, depuis déjà deux ans», précisent-ils.

Selon le syndicat des travailleurs affilié à l'UGTA, l'usine continue à fonctionner avec des équipements détériorés. Les pannes répétitives du matériel provoquent ainsi de grandes pertes pour l'entreprise, précisent-ils encore. Rappelant qu'en 2008, leur société était bénéficiaire, les syndicalistes ajoutent : «En 2009, l'entreprise a enregistré un déficit de 4 milliards de centimes, puis de près de 6 milliards de centimes pour chacune des deux années suivantes 2010 et 2011.»

En 2012, le bilan de l'entreprise continuait à afficher des résultats négatifs avec 1,4 milliard de pertes (produits avariés) et un déficit de plus de 8 milliards de centimes, ajoute-t-on.

Les travailleurs de la Socov affirment avoir déjà saisi le groupe Alviar sur la question, mais sans suite. Ils déplorent qu'aucune démarche n'ait été entamée d'autant qu'«au bout de trois ans, si l'aide financière n'est pas utilisée, l'Etat récupérera son argent».

Par ailleurs, les travailleurs dénoncent aussi le «détournement» de grandes quantités de marchandises (produits finis). «Ces vols sont camouflés en produits avariés», disent-ils.

Du côté de la direction de la Socov, on ne semble pas prêt à communiquer sur le sujet. Contactée, la secrétaire nous a, dans un premier temps, invité à attendre avant de se raviser par la suite en nous faisant comprendre que le directeur était en déplacement.

R. N.

ALORS QUE L'OPÉRATION DE RATISSAGE SE POURSUIT TOUJOURS

Deux militaires tués à Tamellahth

Avant-hier, aux environs de 20 heures, deux militaires ont trouvé la mort lors d'un accrochage avec un important groupe terroriste dans la forêt de Tamellahth, a-t-on appris ce mercredi de sources sécuritaires sûres.

D'après nos sources, l'accrochage a eu lieu en pleine forêt de Tamellahth au sud de la commune d'Ahnif à 40 kilomètres à l'est de Bouira, peu avant la tombée de la nuit lorsqu'un groupe de militaires qui s'était aventuré plus profondément dans la forêt, fut accueilli par un feu nourri tiré par des ter-

roristes qui avaient réussi à se retrancher à la faveur de la nuit tombante. Hier mercredi, les forces de l'ANP auraient vraisemblablement encerclé ce groupe terroriste puisque, des témoignages font état de renforcement des effectifs de militaires dans la région ainsi que d'intensification des bombardements, et même des coups de feu intermittents qui ont été entendus durant presque toute la journée. Cependant, aucun bilan n'est disponible sur cette action d'hier qui se poursuit toujours.

Pour rappel, depuis jeudi dernier, les forces combinées de l'ANP ont multiplié les opérations de

bombardements et les pilonnages de cette dense et vaste forêt de Tamellahth qui s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés, après les informations faisant état de la présence dans les lieux d'un important groupe terroriste appartenant à AQMI. Quatre jours après ces bombardements, une opération de ratissage des lieux avait été entamée et dans la journée de mardi, un premier accrochage avec les terroristes a eu lieu et dont le bilan faisait état malheureusement de la mort de deux militaires.

H. M.

LE SALON
NATIONAL
DE L'EMPLOI
S'OUVRE À L'OREF

Un espace pour l'embauche et l'entrepreneuriat

Nombreux étaient les jeunes étudiants, stagiaires et diplômés à se précipiter, hier, au second niveau de l'Office Riad El Feth, à Alger, vers les stands d'entreprises, institutions et écoles de formation nationales. Celles-ci participent à la 7^e édition du Salon national de l'emploi et de l'entrepreneuriat Carrefour Emploi 2013, ouvert hier et aujourd'hui et organisé par l'agence 3C, en partenariat avec l'entreprise spécialisée dans le e-recrutement, Emploi-Partner.

Munis de CV et de lettres de motivation, ces jeunes ont été reçus et orientés par des responsables du recrutement et des ressources humaines d'une vingtaine de sociétés, essentiellement privées. Ainsi, la possibilité est offerte aux diplômés de discuter directement des possibilités de décrocher un «job» ou un stage d'entreprise, approfondir leurs connaissances (rédaction de CV, entretien d'embauche...), pouvoir créer leur propre entreprise ou opérer un redéploiement de carrière. C'est également l'occasion pour les entreprises de trouver les profils, les compétences recherchées et de conclure des affaires. De même, les écoles, instituts et organismes de formation profitent de ce salon pour assurer la promotion des formations qu'ils dispensent, booster les inscriptions...

C'est justement la finalité de ce salon, faciliter et créer un espace propice à l'embauche, l'employabilité et l'entrepreneuriat, expliquait, hier, le commissaire du salon, le professeur Ali Belkhir, universitaire et ancien manager public, soucieux de contribuer à la dynamique nationale de création d'emplois et à la résorption du chômage. En ce sens, il a salué les nouvelles mesures décidées par le gouvernement en matière de soutien financier aux nouvelles entreprises.

Outre les rencontres entre recruteurs et diplômés, des conférences et des ateliers sont prévus lors de ce salon, en vue de promouvoir les nouveaux métiers liés aux technologies de l'information et de la communication, améliorer le coaching et la maîtrise du business plan d'entreprise, stimuler la synergie entreprise-université et conforter la gestion de carrières et des ressources humaines.

Notons, également, le souci exprimé par le commissaire du salon, d'une implication davantage active des autorités locales, des entreprises publiques et des organismes étatiques dans la promotion de l'employabilité.

Chérif Bennaceur